



LA PRINCIPALE CHAÎNE DE DÉTERMINANTS DES CONFLITS EN AFRIQUE

« Les effets sont si loin des causes que personne ne voit la liaison »

Paul Valéry

Résumé : Les conflits résultent de l'enchevêtrement d'une multitude de facteurs ou déterminants qui mettent en jeu une pluralité d'acteurs et de mobiles. Ils sont ici hiérarchisés et arrangés en chaîne explicative de la plupart des conflits. Dans l'analyse de leurs causes, l'article accorde aux aspects démographiques et économiques une place privilégiée tant les trappes de pauvreté prennent le dessus sur les différentes références idéologiques aujourd'hui diluées.

Mots clés : Afrique, Conflits, Démographie, Déterminants (chaîne de), Économie, États, Ethnie, Foncier, Gouvernance, Hiérarchie des causes, Idéologie, Religion, Trappes de pauvreté.

Abstract: *Conflicts result from the intertwining of a multitude of factors or determinants that bring into play a plurality of actors and motives. They are hierarchically arranged here in a chain that explains most conflicts. In the analysis of their causes, the article gives a privileged place to demographic and economic aspects, as poverty traps take precedence over the various ideological references that are now diluted.*

Keywords: *Africa, Conflict, Demography, Determinants (chain of), Economy, Ethnicity, Governance, Hierarchy of causes, Ideology, Land law, Poverty traps, Religion, States.*

LES CONFLITS RÉSULTENT DE L'ENCHEVÊTREMENT d'une multitude de facteurs ou déterminants qui mettent en jeu une pluralité d'acteurs et de mobiles².

1. Ancien Ambassadeur de Suisse, Ancien Représentant personnel du Président de la Confédération suisse pour la Francophonie, Membre du Conseil d'administration d'une Banque genevoise de trading.

2. Vr. Jean-Pierre Vettovaglia (dir.), *Déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention* (Jean du Bois de Gaudusson, Christine Desouches, Joseph Maïla, André Salifou, Georges Tsäï, Pierre-André Wiltzer), vol. III, coll. « Prévention des crises et promotion de la paix », Bruylant, Bruxelles, 2013, 1095 p. L'article qui inspire la présente contribution était intitulé « Les enchevêtrements des déterminants en Afrique » et il est co-signé par Philippe Hugon. Il décrit une deuxième chaîne de déterminants identiques à la première mais dans un contexte économique différent, celui d'une économie de prédation ou criminelle (locale, nationale, internationale), ni en rade, ni stagnante. Une

Leur explication nécessite des approches multidisciplinaires : économique, sociologique, politique, militaire, historique et psychologique. L'analyse des conflits armés est d'ailleurs rendue difficile du fait même des enchevêtrements des facteurs explicatifs et de la spécificité des différentes configurations.

Serge Michailof utilise une comparaison intéressante pour différencier les étapes d'une situation conflictuelle³. Il y a les barils de poudre qui sont nos déterminants, les fanaux restés allumés à côté du baril qui sont les éléments aggravants et les étincelles qui sont les éléments déclenchants et les plus immédiatement perceptibles et donc, le plus souvent, les seuls à retenir l'attention de la communauté internationale.

Nous voudrions proposer ici des pistes de réflexion pouvant permettre de mieux cerner les contours des différents conflits rencontrés aujourd'hui. Les déterminants doivent être réenchevêtrés afin d'une part de les hiérarchiser et d'autre part de reconstituer des chaînes explicatives de la plupart des conflits, évitant l'écueil d'une explication mono-causale réductrice. Il nous faut voir comment les divers déterminants s'assemblent et interagissent et quels sont les déterminants qui, indubitablement, dominent.

La littérature en matière de conflits est pléthorique. Elle reflète toutefois la tendance actuelle vers une spécialisation académique de plus en plus pointue au détriment de visions d'ensemble. Il en résulte que l'étude des déterminants de conflits en Afrique tout particulièrement souffre de l'insuffisance de grilles analytiques capables de construire leur logique interne et leurs vrais enjeux. La construction de chaînes d'enchevêtrement est rendue d'autant plus difficile par l'émergence de conflits en pleine mutation de la scène interétatique à celle infra-étatique.

Notons que les Nations Unies s'y essaient depuis 1988, date du premier rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale et au Conseil de Sécurité sur *Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique*, rapport qui fait depuis l'an 2000 l'objet d'un suivi annuel des progrès accomplis⁴.

troisième chaîne de déterminants regroupe les éléments relatifs à l'exercice du pouvoir politique dans des États encore fragiles et à l'implosion progressive des appareils d'États. La quatrième chaîne de déterminants schématise les nombreuses responsabilités de l'Occident dans le paysage des crises et des conflits africains et décrit une communauté internationale désemparée et ses choix.

3. Serge Michailof, *Notre Maison brûle au Sud. Que peut faire l'aide au développement ?*, Paris, Fayard/Commentaire, 2011, p. 221.

4. A/52/871-S/1998/318 du 13 avril 1998. Dernier en date : A/67/205 du 27 juillet 2012

L'Organisation n'a apparemment jamais attaché beaucoup d'importance à construire une vision structurée des conflits. Le rôle de la démographie est à peine mentionné au détour d'une phrase, le problème foncier à peine esquissé et les conséquences d'une économie stagnante ne sont perçues qu'à travers l'exclusion des plus défavorisés. Ces rapports de mise en œuvre des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son Rapport sur les causes des conflits en Afrique n'offrent ni perspective ni hiérarchisation des causes et donc n'apportent pas grand-chose à leurs lecteurs qu'ils ne savent déjà.

Des chercheurs africains ont cependant quelque peu labouré le champ des causes des conflits sous un angle principalement politique⁵.

Selon plusieurs auteurs, des conflits davantage prédateurs et captateurs de rentes ayant aussi une dimension ethnique auraient succédé aux conflits idéologiques des anciennes guerres fondées sur les doléances. Cette thèse de la nouveauté des conflits armés et du rôle des facteurs économiques est controversée. On lui reproche d'agréger des conflits de natures différentes et de penser qu'il y a rupture dans la continuité historique. Dans leur modèle théorique qui fonde leurs tests empiriques, Collier et Hoeffler se placent dans le cadre utilitariste de Grossman⁶ et opposent les rébellions, forme de criminalité organisée caractérisée par l'avidité, « *greed* », aux gouvernements supposés légitimes (?) et recevant des doléances, « *grievances* »⁷. Quoi qu'il en soit, et même si ces thèses nous paraissent aujourd'hui un peu simplistes, les variables les plus significatives sont économiques : les conflits sont d'autant plus probables que le niveau de revenu par tête est faible.

Même si les déterminants politiques sont essentiels, nous voudrions accorder aux aspects démographiques et économiques la place qui leur revient dans l'analyse

5. On lira avec profit les études de Abdalla Bujra, *African Conflicts : Their Causes and Their Political and Social Environment*, Development Policy Management Forum, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Addis Abeba, 2002 (qui oublie la démographie et le foncier et n'insiste pas non plus sur la croissance économique ; pour lui, comme pour beaucoup d'auteurs africains, la plupart des conflits africains sont des conflits politiques) et aussi Andrews Atta-Asamoah, *Overview of the Nature and management of Diversity in Africa*, Institute for Security Studies, Cape Town, 2011. Également Adebayo Adedeji, *Comprehending and mastering African conflicts*, London, Zed Books, 1999.

6. Grossman et L. Henry, « A General Equilibrium Model of Insurrection », *American Economic Review*, n° 81, 1991, p. 912-929.

7. Paul Collier et Anke Hoeffler, « To get started, rebellion needs grievance, whereas to be sustained it needs greed », *Greed and Grievances in Civil War*, Oxford Economic papers 56:4, 2004, Oxford University Press, pp. 563-595.

des causes de conflit.⁸ Le champ économique est à l'origine des trappes de pauvreté mais assure en même temps aux conflits les moyens de se perpétuer et de se reproduire. Par ailleurs le contrôle des mécanismes financiers et la redistribution de rentes participent au processus de légitimation des pouvoirs en place⁹. Même sans revenir à la théorie des nouveaux conflits, force est de constater que l'on assiste aujourd'hui à une dilution des références idéologiques des guerres de libération ou de conquête du pouvoir politique au moment des indépendances. Les nouveaux mouvements armés se satisfont de quelques orientations assez larges et même ambiguës : ceci est d'autant plus important que l'affaiblissement de leurs soutiens financiers extérieurs de la Guerre Froide amène les nouveaux rebelles à mettre en place des logiques de pillage en contradiction avec les référents idéologiques de jadis¹⁰. Ils développent de nouvelles formes de financement et cherchent à s'inscrire de manière durable dans le tissu économique local. Tout cela plaide en faveur de nos priorités économiques qui nous semblent jouer un rôle central et même occuper une place de plus en plus importante dans les déterminants de la nouvelle conflictualité en Afrique par rapport aux champs politique et symbolique. Les difficultés économiques ne dégénèrent pas toutes en conflits armés ouverts, mais il faut relever que même le vote démocratique des citoyens et les rares cas d'alternance politique viennent souvent sanctionner l'échec économique d'une équipe au pouvoir et son incapacité à apporter des réponses adéquates aux crises économiques. Ailleurs ce seront les mécanismes violents de contrôle et de domination du pouvoir qui empêchent la traduction en termes politiques des échecs économiques (Guinée, Nigeria, Togo). Enfin, dans d'autres cas, c'est la crise économique elle-même qui, en accélérant le déperissement de l'État, a provoqué les conflits (Somalie, Soudan, Liberia).

Première chaîne de déterminants

Trois déterminants nous semblent revêtir une signification particulière dans l'apparition d'un conflit ou sa récurrence occasionnelle. Les variables les plus

8. James D. Fearon et David D. Laitin ne disent pas autre chose dans leur étude « Ethnicity, Insurgency and Civil War », *American Political Science Review*, 1997-1, p. 75-90, où ils mettent en avant l'accroissement démographique, la pauvreté et l'instabilité politique ». Selon les tests de J. C. Anyawu, « Economic and Political Causes of Civil Wars in Africa : some Econometric Results », *Economic Research Papers*, BAD, n° 73, Abidjan, les principaux facteurs explicatifs des guerres civiles africaines sont le faible taux de croissance du PIB, l'importance des ressources naturelles, le fractionnement social et le nombre d'habitants.

9. Hakim Ben Hammouda, « Guerriers et marchands : éléments pour une économie politique des conflits en Afrique », *Africa Development*, Vol. XXIV, n° 3-4, 1999.

10. Hakim Ben Hammouda, *op.cit.*

significatives sont économiques et démographiques. Le plus souvent, elles sont liées comme dans cette première chaîne :

- Une démographie non maîtrisée, voire galopante
- Une économie en rade, sans amélioration notoire du PIB, surtout par tête d'habitants
- Des problèmes ruraux/fonciers (raréfaction des terres agricoles, appauvrissement des éco-systèmes, densité de la population au km²)

Ces principaux déterminants suffisent à expliquer en grande partie la conflictualité dans l'arc sahélo-saharien, (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso), en Afrique de l'Ouest (Guinée, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire), dans celle des Grands Lacs (Burundi, Rwanda, RDC), dans l'Afrique centrale (Tchad, RCA, Congo) et dans la Corne de l'Afrique (Soudan, Sud-Soudan, Érythrée, Éthiopie, Somalie). Mais ils peuvent être aggravés par trois autres déterminants déclencheurs (les fanaux allumés à côté des barils de poudre) :

- Les problèmes ethniques
- Les problèmes religieux
- L'affrontement Afrique noire/Afrique blanche¹¹

Ces six déterminants rendent difficile toute solution aux difficultés rencontrées et sont à l'origine de la plupart des conflits survenant dans les zones mentionnées ci-dessus¹².

Les principaux déterminants sont brièvement décrits ci-dessous.

Démographie non maîtrisée

Un effet de surpopulation (pression démographique) peut favoriser l'occurrence de la guerre et sa durée, surtout dans un contexte de terres agricoles raréfiées. La répartition initiale de la population sur le territoire joue un rôle important (Côte d'Ivoire, Rwanda, Burundi, Darfour). La population de la Côte d'Ivoire a été multipliée par 7 depuis l'indépendance et a passé de 3 millions à 21 millions en 50 ans. À ce rythme, la France aurait aujourd'hui près de 300 millions d'habitants. En 2050, la population de l'Afrique (1,8 milliard) aura dépassé celle de la Chine...

11. C'est le cas en particulier en Mauritanie, au Niger et au Mali, mais aussi sur 5 000 km jusqu'au Soudan/Sud-Soudan. Vr. la typologie d'Aymeric Chauprade dans le vol. cit. note 1.

12. Pour une bonne illustration de l'enchaînement de ces déterminants dans le cas ivoirien, vr. Serge Michailof, « Côte d'Ivoire 2005 : bienvenue sur le Titanic ! » Paris, *Commentaire*, n° 110, été 2005.

D'aujourd'hui à 2050, la population totale de l'ensemble sahélo-saharien formé du Mali, du Niger et du Burkina Faso passera de 44 millions à... 125 millions¹³. De manière générale, les massacres, l'exode des réfugiés, l'effondrement des systèmes de santé et les épidémies régulent ici et là tristement la démographie mais n'affectent pas la progression générale de la population africaine subsaharienne. Même si la croissance démographique devait se ralentir en Afrique aussi, la transition n'en va pas moins prendre plusieurs dizaines d'années. L'on peut se montrer surpris par le peu d'insistance avec laquelle la littérature des conflits traite de ce sujet. Pourtant, le Recteur Dumont¹⁴ qui réfute l'automatisme de la relation entre démographie et conflits, admet que la connaissance de la démographie et celle des lois de la géopolitique sont indispensables pour comprendre les conflits même si leur déclenchement n'est pas mono-causal, c'est-à-dire attribuable au seul aspect démographique. Il souligne le rôle que les évolutions technologiques ont pu avoir dans le monde occidental et en Asie. Pour l'Afrique, il note que la chute de la mortalité infantile et la hausse de l'espérance de vie ont créé une transition très rapide pouvant engendrer des multiplications de la population des pays par dix et plus encore dans les centres urbains et que souvent la gouvernance politique ne sait offrir des réponses adaptées à des évolutions aussi intenses...

Économie en radelen phase de stagnation

Les faibles taux de croissance du PIB (surtout si calculé par tête d'habitants) et le revenu par habitant figurent parmi les principaux facteurs des guerres civiles africaines. L'article de Jean-Marc Châtaignier¹⁵ démontre de façon convaincante que la pauvreté est à l'évidence un facteur explicatif de la naissance d'un certain nombre de conflits. Il cite Paul Collier¹⁶ qui souligne ainsi que 73 % des pays les plus pauvres ont récemment traversé une guerre civile, et met en exergue l'existence d'une forte élasticité du risque de guerre civile rapporté au revenu par tête. J.-M. Châtaignier relève en outre que l'incidence de la pauvreté dans l'émergence des conflits est souvent avancée par la doctrine et que les analyses macroéconomiques semblent conforter ce lien entre pauvreté et conflits, tout en nuancant, toutefois, celui des inégalités. Il ajoute que Collier et Hoeffler dans un modèle qui vise à isoler les facteurs qui,

13. Gilles Pison, *Atlas de la Population Mondiale*, Paris, Autrement, 2009.

14. Recteur Gérard-François Dumont, « Démographie et conflits », dans le vol. cit. note 1.

15. Vt. Jean-Marc Châtaignier, « Pauvreté, fragilité, conflits : le développement entravé », dans le vol. cit. note 1.

16. Paul Collier, *The Bottom Billion. Why the Poorest Countries are Falling and What Can Be Done About It*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 206 p.

statistiquement, augmentent le risque qu'un pays entre en guerre civile, mettent ainsi en évidence le rôle décisif du PIB/tête (doubler ce niveau de revenu par tête réduit de moitié la probabilité d'entrer en guerre civile), à côté d'autres variables comme le taux de croissance et les facteurs de la croissance. La probabilité du conflit se réduit lorsque le revenu augmente car le développement économique permet de réduire les tensions sociales. Il existe une corrélation évidente entre le niveau de vie (développement humain), le niveau d'éducation et les conflits armés. Les États avec un taux très élevé de développement humain ne sont que très peu affectés par des conflits armés (5 %). Les États avec un taux moyen ou faible de développement humain connaissent des conflits armés dans 55 % des cas¹⁷.

L'analyse des mécanismes en cause permet de comprendre que la pauvreté est génératrice de conflits par deux grands canaux qui peuvent être liés¹⁸ : le rôle des frustrations sociales, sachant que le niveau d'inégalités est ici déterminant ; ainsi que l'absence de perspectives d'avenir, alors que le conflit peut en revanche offrir, dans une certaine mesure, des perspectives et des moyens de survie pour les populations les plus déshéritées.

Toute récession économique est un facteur de tensions. La crise mondiale de 2008 n'a pas manqué non plus d'affecter les économies africaines (baisse des remises de la diaspora et baisse des investissements étrangers).

Les trappes à conflit sont donc liées aux trappes à pauvreté. La croissance suit en gros la démographie soit entre 2 et 3 %, parfois 4 à 5 % mais sans perspectives d'amélioration sensible des conditions de vie des plus pauvres. La productivité est basse, la pauvreté atteint de 40 à 50 % de la population, parfois plus et l'on dénote de très faibles possibilités de diversification économique. Le chômage urbain est important comme les inégalités sociales. La création d'emploi ne suit pas. Les 50 pays les moins riches représentent à peine 0,5 % du commerce mondial.

S. Michailof¹⁹ rappelle que l'accaparement économique par une minorité qui passe par un contrôle systématique des rentes peut aller jusqu'à la mise en coupe réglée de toute l'économie (ports, sociétés d'électricité, banques publiques, entreprises publiques, douanes et impôts, caisses de stabilisation ou de péréquation, sans oublier l'aide étrangère).

17. Source : Project Ploughshares (2010), cité par <http://robindebrousse.wordpress.com/2011/03/17/le-cout-des-conflits-armés>.

18. Vt. note 13, *op. cit.*

19. Serge Michailof, « Prévenir les conflits et reconstruire : une gageure ? », rubrique « Monde », Paris, *Les Cahiers du Quai d'Orsay*, 2011, n° 7.

De façon évidente, la désertification, la déforestation, la survenance de catastrophes, la pauvreté hydrique, la pauvreté hydro-électrique sont des facteurs qui participent d'une économie en graves difficultés. Les migrations vers les villes ou transfrontalières sont la principale échappatoire qui entraîne à son tour un nouveau cercle vicieux de dégradation de l'environnement urbain, de chômage et d'exclusion.

Les pays de l'Afrique subsaharienne se heurtent au problème de l'accroissement de la population et de la dégradation de l'environnement et conclut que l'incapacité de répondre aux besoins des populations de réduire la pauvreté menace la sécurité et la stabilité.²⁰ Les disparités entre villes et campagnes constituent « la menace politique et socio-économique la plus grave pour les pays d'Afrique ».

Problèmes fonciers

La question de l'accès à la terre est un des facteurs essentiels de la dynamique des conflits. La raréfaction du foncier souvent liée à des dégradations des écosystèmes (déterminants environnementaux)²¹ peut conduire à des crises graves de type malthusien. Un peu partout en Afrique, les ressources foncières disponibles ne peuvent plus soutenir la croissance démographique. Les gains de productivité sont insuffisants tout comme les investissements dans ce secteur. Cette tendance à l'amenuisement des terres disponibles est générale²².

Maître Abdoulaye Harissou le confirme ainsi : « la croissance démographique galopante, conjuguée à la sécheresse et à la déforestation, est donc venue aggraver la crise foncière en exacerbant les conflits de tous genres en Afrique. » « Les Occidentaux (pris dans leur généralité) ne se rendent d'ailleurs pas compte que la plupart des conflits médiatisés à outrance aujourd'hui ont pour origine lointaine et profonde l'occupation et l'appropriation de la terre. »²³

Aucun régime politique ne résistera à la combinaison du choc de la démographie, d'une économie en berne et d'une crise malthusienne (problèmes ruraux/fonciers) sans traverser des phases récurrentes de conflits. La marginalisation de

20. Vr. Rapport SG/ONU sur les causes des conflits, A/67/205 du 27 juillet 2012.

21. Vr. vol. cit. note 1, les intéressantes réflexions de Krystal Wannewu sur les effets des déterminants environnementaux non pas isolés mais groupés à des facteurs politiques.

22. L'exemple du Burundi est très symptomatique à cet égard. L'étude de *USAID* de mai 2006 intitulée *Relation entre la terre, l'environnement, l'emploi et les conflits au Burundi*, établit que la densité de la population sur les terres cultivées au km² est passée de 102 habitants en 1930 à 614 en 2004.

23. Vr. Me Abdoulaye Harissou, « Le titrement foncier au service de la paix en Afrique », vol. cit. note 1.

populations rurales misérables est source de grande instabilité. Les jeunes découragés et désorientés seront prompts à écouter les idéologies les plus séduisantes. On ne veut pas voir qu'au-delà des soucis alimentaires, la réhabilitation de l'agriculture est indispensable pour la stabilité sociale. Or ce sujet ne figure même pas dans la liste des objectifs du Millénaire²⁴.

Le schéma est connu : la rareté des terres implique une dégradation de l'environnement et un manque d'emploi et de revenu ainsi qu'une agriculture et un élevage peu performants. Et donc des conflits sociaux.

En Sierra Leone, le RUF²⁵ n'a pas seulement recruté des prolétaires urbains mais également des jeunes ruraux se heurtant au contrôle de la terre par les aînés. En Côte d'Ivoire, la loi foncière de 1998 supprimant le droit à la terre pour ceux qui la cultivent a mis le feu aux poudres. Dans un contexte de raréfaction de la terre et de crise économique, il y a eu conflit entre les jeunes urbains revendiquant des droits ancestraux et les migrants bénéficiant de terres louées dans le cadre d'accords de tutorat (Darfour, Kenya).

Le Rapport du SG sur les causes des conflits de 2012²⁶ (§ 40) souligne que les tensions communautaires dans la région du Darfour, au Sahel et dans la Corne de l'Afrique découlent souvent d'une concurrence due à la raréfaction des ressources hydriques et des pâtures.

24. Serge Michailof, « Révolution verte et équilibres politiques au Sahel », P001-224-IRIS-80.indd, 25/11/10 : « Derrière cette réalité surprenante, on trouve en fait de puissantes logiques à la fois politique et technique. Logique technique, en premier lieu, car le développement agricole en Afrique est un processus qui est techniquement très compliqué à cause de la multiplicité des contraintes : l'absence d'infrastructures, en particulier routières, les faibles possibilités en matière d'irrigation à la différence de l'Asie, l'absence d'électrification rurale à la différence de l'Inde et de la Chine, les difficultés d'accès aux intrants, enfin la faiblesse des acquis de la recherche en dehors des cultures d'exportation. Forte logique technique donc mais aussi forte logique politique. Dans de tels contextes, il est en effet bien plus simple de profiter de la disponibilité de produits alimentaires à bas prix sur le marché mondial pour nourrir au meilleur prix des populations urbaines qui peuvent faire tomber un régime, que de se soucier d'engager de difficiles et incertains processus de modernisation pour des paysans perdus au fond de la brousse. Ces importations alimentaires permettent aux urbains, qui constitueront en 2030 la moitié de la population du continent, de profiter des prodigieux gains de productivité agricole survenus au Brésil ou aux États-Unis. Elles permettent aussi de bénéficier des exportations de surplus à prix subventionnés. Elles facilitent la négociation de contrats qui enrichissent une classe de grands négociants. Mais elles condamnent aussi les populations rurales, dont l'activité est soumise à la concurrence d'agricultures mécanisées extrêmement performantes, à une économie de subsistance, au bord de la misère. »

25. *Revolutionary United Front*, groupe armé ayant, en 1991, déclenché la guerre civile dans ce pays.

26. Rapport du SG/ONU, A/67/205 du 27 juillet 2012.

Deuxième chaîne de déterminants

Problèmes ethniques

L'énorme diversité des ethnies en Afrique²⁷ est chose avérée. Il semble que les fragmentations ethniques soient significatives pour la durée du conflit et plus faiblement significative pour son occurrence. En effet, la dimension ethnique dans les conflits impliquant des sociétés multi-ethniques sont peut-être moins souvent à l'origine des conflits (plutôt fanal allumé que baril...) que des problèmes de répartition du pouvoir politique et des rentes. Mais, en revanche la dimension ethnique peut tout recouvrir avec une ampleur exceptionnelle en cours du conflit. Les identités seront toujours meurtrières en situation de crise. Une fois menacés, l'individu ou le groupe se replieront vite sur leurs communautés, car les référents identitaires de chaque être tendent à se réduire à une dominante. Les sociétés polarisées autour de très peu de grands groupes ethniques présentent plus de risques de conflit que celles qui seraient très diversifiées. Il est renvoyé ici à la typologie d'Aymeric Chauprade (cf. note 15). Le professeur Richard H. Robbins, anthropologue canadien, nous appelle à effectuer une comparaison éclairante entre le Canada et l'Afrique à partir de la constatation que des siècles de colonialisme ne disparaissent pas en quelques années²⁸.

Problèmes interreligieux

Nous insisterons donc sur le fait que le risque de déclenchement d'un conflit ou d'une guerre civile est très élevé dans un pays très (trop) peuplé ou le revenu par tête d'habitants est faible, les terres agricoles rares, les ressources limitées. Une fragmentation religieuse et ethnique ne fait qu'empirer les risques et prolonger le conflit. L'inverse est vrai : un pays regroupant des conditions plus favorables comme un revenu plus élevé, une population faible, des ressources suffisantes et une fragmentation ethnique peu ressentie, comme l'absence de rivalités interreligieuses (peu de polarisation ethnico-religieuse, comme au Sénégal, au Ghana ou au Bénin, par

27. Le rapport cité à la note ci-dessus constate que la diversité donne souvent lieu, faute d'une gestion appropriée, à une concurrence malsaine, des conflits et de l'instabilité.

28. Richard H. Robbins, *Global Problems and the Culture of Capitalism*, Allyn and Bacon, 2002, p. 302 : « *We must remember that the European agreements that had carved up Africa into states paid little attention to cultural and ethnic boundaries and ethnic groups had little opportunity or need to form political alliances or accommodations under repressive colonial rule... Think of countries such as Canada, which has been trying for hundreds of years with mixed success to accommodate only two linguistic groups – English and French – and you get an idea of the problems of African states with far greater cultural and linguistic divisions* ».

exemple) ne connaîtra que très peu d'occurrence de guerres ou de conflits. La chape de plomb du djihadisme semble toutefois descendre sur toute l'Afrique de l'Ouest et se montre particulièrement perturbatrice au Nigeria.

L'instrumentalisation du religieux joue un rôle important en ce sens que l'intégrisme religieux s'est substitué dans certains États au nationalisme ou au socialisme comme projet de société. L'Islam noir s'appuie sur le terreau de la pauvreté, de l'exclusion et des frustrations et joue un rôle redistributif. Il en est de même pour les nombreuses églises messianiques ou évangélistes en forte expansion. Au Nigeria, les mouvements pentecôtistes affrontent la montée en puissance des instrumentalisation du religieux par les imams du Nord.

Il est important de rappeler aussi que le religieux est utilisé pour cacher des pratiques criminelles et mafieuses et qu'il renvoie souvent à des différences de statuts et de droits au sein des sociétés et qu'il est instrumentalisé par les pouvoirs politiques.

Afrique noire/Afrique blanche

Ce type de déterminant remonte loin dans l'histoire. Les contacts entre l'Afrique blanche et l'Afrique noire datent des VII/VIII^e siècles et mêlent pénétration caravanière et traite d'esclaves. Les affrontements sont toujours d'actualité entre la Mauritanie et le Sud-Soudan sur près de 5000 km²⁹.

Conclusion

Le contexte démographique est très problématique en Afrique subsaharienne, mais aussi au Maghreb tout comme l'est celui des économies stagnantes. Le mode de gouvernance est inefficace. Le chômage va survenir dans un contexte de forte urbanisation faisant courir les risques les plus graves en matière de troubles sociaux, d'extrémisme et de migrations. Les contraintes en eau et en terres arables ne feront qu'empirer. Les créations d'emploi par centaines de millions ne pourront se faire. Nous sommes en présence d'un véritable chaudron de sorcières. Erik Orsenna se refuse à toute « désespérance de l'âme ». Patrick Artus et Marie-Paule Virard nous disent pourtant que « le pire est à venir »³⁰.

29. *Vr. vol. cit. note 1, Aymeric Chauprade, Part. I, Chap. I, Intro., « Essai de typologie, constantes et changements dans les conflits », les encadrés « Islamisation de l'Afrique noire et fractures Nord-Sud à l'intérieur des États » et celui intitulé « L'ethnicisme, facteur de conflit en Afrique » ; *vr. égal. Professeur André Salifou, même vol. : « Espace sahélo-saharien, récurrence de conflits ».**

30. Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *Globalisation, le pire est à venir*, Paris, La Découverte, 2008.

Une course est engagée – que l'on est peut-être déjà en train de perdre, parce que nous n'avons pas les moyens de la gagner (comment trouver une croissance rapide ces prochaines années ?) – entre développement, amélioration des conditions de vie, démocratisation effective et mouvements islamistes.

Perdre cette course, c'est aller vers une dégradation globale des conditions de vie d'une partie de l'humanité (Afrique subsaharienne, Maghreb et Moyen-Orient, pourtour méditerranéen) avec des points de rupture sur les plans démographique, énergétique et environnemental. La probabilité de crises et de conflits dans ces régions sera en forte hausse. Notre monde sera plus peuplé, plus exploité, plus pollué. Les déterminants liés à l'environnement se mélangeront à d'autres, démographiques et économiques, et apparaîtront alors encore bien plus qu'aujourd'hui comme des déclencheurs de conflits.

La contestation probable de la globalisation et de trois siècles d'hégémonie occidentale va s'accompagner d'un retour des forces impérialistes et d'une expansion du fondamentalisme religieux. Il ne faut surtout pas sous-estimer la violence de remise en cause du modèle occidental et de l'Amérique elle-même. La mondialisation est trouée de foyers de haine et d'extrémismes. Un scénario de tensions croissantes risque de s'ouvrir devant nous avec d'insolubles problèmes migratoires. Les logiques d'affrontement risquent de prendre le dessus et seront une source permanente d'instabilité. L'histoire longue est avant tout tragique. La lecture de Jared Diamond³¹ démontre que la non soutenabilité environnementale de nombreuses civilisations les a conduites à l'effondrement.

Il devient urgent de changer le monde tel qu'il est aujourd'hui...³² Que le contrat de Hobbes selon lequel l'État doit à ses citoyens de les « libérer de la peur, du besoin et d'une vie sans dignité » paraît fort éloigné de la préoccupation et des possibilités effectives de tant de gouvernements³³ !

Il faudra bâtir des États compétents et légitimes et des systèmes de gouvernance où la paix et la sécurité sont garanties et entretenues et qui sont en mesure de créer et de maintenir un climat politique et juridique propice à une croissance économique équitable (économies créant de la valeur ajoutée et des opportunités d'emploi). Il importe que ces systèmes soient établis sur la base d'une vision cohérente et

31. Jared Diamond, *Collapse, How Societies choose to fail or to succeed*, Londres, Penguin, 2006 et aussi *Guns, Germs and Steel, the Fate of Human Societies*, New York, Norton, 1999.

32. V. Edgar Morin (Nahoum), *La Voie - Pour l'avenir de l'humanité*, Paris, Fayard, 2011, 307 p.

33. Sur ce sujet, v., André Salifou, *La Valse des Vautours*, roman, Paris, Karthala, 2000, 137 p.

d'une plus grande légitimité démocratique assortie de contre-pouvoirs et de concert avec une société civile forte et le secteur privé. Une importance toute particulière devrait être accordée à l'éducation qui structure les esprits et à l'éducation civique, en particulier. Toutes les actions possibles de prévention ne seront pas viables si les causes profondes – les déterminants des conflits – ne sont pas progressivement éradiquées. Leur résolution ne passera que par des interventions dont la complexité et la nécessaire ampleur échappent à des initiatives individuelles et par une volonté politique sans faille de l'ensemble de la planète tout comme par des actions d'envergure et coordonnées de l'ensemble des acteurs de la communauté internationale sans oublier une véritable éthique de solidarité.

Il faudra bien réguler un jour notre « monde sans loi »³⁴. ■

Éléments bibliographiques

- J.-P. Vettovaglia (dir.), *Déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention* (Jean du Bois de Gaudusson, Christine Desouches, Joseph Maïla, André Salifou, Georges Tsai, Pierre-André Wiltzer), vol. III, coll. « Prévention des crises et promotion de la paix », Bruylant, Bruxelles, 2013, 1095 p.
- S. Michailof, *Notre Maison brûle au Sud. Que peut faire l'aide au développement ?*, Fayard/Commentaire, Paris, 2011, p. 221.
- Suivis annuels des progrès accomplis à partir du rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale et au Conseil de Sécurité sur *Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique*, A/52/871-S/1998/318 du 13 avril 1998. Le dernier en date : A/67/205 du 27 juillet 2012.
- A. Bujra, *African Conflicts : Their Causes and Their Political and Social Environment*, Development Policy Management Forum, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Addis Abeba, 2002.
- A. Atta-Asamoah, *Overview of the Nature and management of Diversity in Africa*, Institute for Security Studies, Cape Town, 2011.
- A. Adedeji, *Comprehending and mastering African conflicts*, London, Zed Books, 1999.
- Grossman, L. Henry, « A General Equilibrium Model of Insurrection », *American Economic Review*, n° 81, 1991, p. 912-929.
- P. Collier, A. Hoeffler, « To get started, rebellion needs grievance, whereas to be sustained it needs greed », *Greed and Grievances in Civil War*, Oxford Economic papers 56:4, 2004, Oxford University Press, p. 563-595.

34. Jean de Maillard, *Un monde sans loi*, Paris, Stock, 1998.

- J. D. Fearon, D. D. Laitin ne disent pas autre chose dans leur étude « Ethnicity, Insurgency and Civil War », *American Political Science Review*, 1997-1, p. 75-90.
- J. C. Anyawu, « Economic and Political Causes of Civil Wars in Africa : some Econometric Results », *Economic Research Papers*, BAD, n° 73, Abidjan.
- H. Ben Hammouda, « Guerriers et marchands : éléments pour une économie politique des conflits en Afrique », *Africa Development*, Vol. XXIV, n°s 3-4, 1999.
- S. Michailof, « Côte d'Ivoire 2005 : bienvenue sur le Titanic ! » Paris, *Commentaire*, n° 110, été 2005.
- G. Pison, *Atlas de la Population Mondiale*, Paris, Autrement, 2009.
- P. Collier, *The Bottom Billion. Why the Poorest Countries are Falling and What Can Be Done About It*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 206 p.
- Project Ploughshares (2010) ; <http://robindebrousse.wordpress.com/2011/03/17/le-cout-des-conflits-armés>.
- S. Michailof, « Prévenir les conflits et reconstruire : une gageure ? », rubrique « Monde », Paris, *Les Cahiers du Quai d'Orsay*, 2011, n° 7.
- Rapport SG/ONU sur les causes des conflits, A/67/205 du 27 juillet 2012.
- USAID, *Relation entre la terre, l'environnement, l'emploi et les conflits au Burundi*, mai 2006.
- S. Michailof, « Révolution verte et équilibres politiques au Sahel », P001-224-IRIS-80.indd, 25/11/10 :
- Rapport du SG/ONU, A/67/205 du 27 juillet 2012.
- R. H. Robbins, *Global Problems and the Culture of Capitalism*, Allyn and Bacon, 2002.
- P. Artus, M.-P. Virard, *Globalisation, le pire est à venir*, Paris, La Découverte, 2008.
- J. Diamond, *Collapse, How Societies choose to fail or to succeed*, Londres, Penguin, 2006.
- *Guns, Germs and Steel, the Fate of Human Societies*, New York, Norton, 1999.
- E. Morin (Nahoum), *La Voie - Pour l'avenir de l'humanité*, Paris, Fayard, 2011, 307 p.
- A. Salifou, *La Valse des Vautours*, roman, Paris, Karthala, 2000, 137 p.
- J. de Maillard, *Un monde sans loi*, Paris, Stock, 1998.